

Conseil

C/52/19

**Cinquante-deuxième session ordinaire
Genève, 2 novembre 2018****Original:** anglais
Date: 24 octobre 2018**EXAMEN DE LA CONFORMITÉ DE LA LOI DE L'AFGHANISTAN SUR LA PROTECTION
DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES AVEC L'ACTE DE 1991 DE LA CONVENTION UPOV***Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Dans une lettre en date du 27 septembre 2018 adressée au Secrétaire général de l'UPOV, M. Hamdullah Hamdard, Vice-ministre de l'agriculture et de l'élevage au Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage de l'Afghanistan, a demandé l'examen de la conformité de la "Loi sur la protection des variétés végétales" (ci-après dénommée "loi") avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (ci-après dénommé "Acte de 1991"). Cette lettre fait l'objet de l'annexe I du présent document. L'annexe II contient une traduction en anglais de la loi, fournie par le Gouvernement de l'Afghanistan. Il sera parfois nécessaire de vérifier l'exactitude de la traduction et de la terminologie utilisée par rapport au texte original. En attendant que ces vérifications soient effectuées, il n'est pas possible de savoir si les incompatibilités apparentes avec l'Acte de 1991 résultent d'une traduction inexacte ou proviennent du texte original.

CONTEXTE

2. Le 7 mars 2018, le Bureau de l'Union a reçu de M. Mahboob Nang, Directeur de la certification des semences, une communication faisant part de l'intérêt de l'Afghanistan à engager la procédure d'adhésion à l'UPOV. Le 16 avril 2018, le Bureau de l'Union a reçu une traduction de la loi en anglais, accompagnée d'une demande d'observations concernant sa conformité avec l'Acte de 1991. Le 10 septembre 2018, le Bureau de l'Union a fait part de ses observations au sujet de la loi, dont elle a mis en évidence les dispositions non conformes à l'Acte de 1991. Le 19 septembre 2018, le Bureau de l'Union a tenu avec M. Nang une conférence téléphonique au cours de laquelle il lui a expliqué ses observations concernant la loi, ainsi que les étapes suivantes de la procédure d'adhésion à l'UPOV. Le 28 septembre 2018, M. Nang a donné confirmation de la décision de soumettre la loi à l'examen du Conseil à sa cinquante-deuxième session ordinaire, prévue pour le 2 novembre 2018, et de poursuivre la collaboration avec le Bureau de l'Union concernant les étapes suivantes de la procédure d'adhésion à l'UPOV.

FONDEMENT DE LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES EN AFGHANISTAN

3. L'article 34.3) de l'Acte de 1991 dispose que "[t]out État qui n'est pas membre de l'Union ou toute organisation intergouvernementale demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions de la présente Convention. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé."

4. Pour que l'Afghanistan soit en mesure d'appliquer les dispositions de l'Acte de 1991, il est recommandé d'incorporer dans la loi les dispositions supplémentaires et les modifications proposées dans le présent document. Une analyse de la loi suit, dans l'ordre des dispositions de fond de l'Acte de 1991.

Article premier de l'Acte de 1991 : Définitions

5. L'article 3.6) de la loi contient une disposition relative à la définition du terme "obteneur" qui ne correspond pas à celle de l'article iv) de l'Acte de 1991. Il est recommandé de modifier la loi, de manière à ce que la définition du terme "obteneur" soit conforme à celle figurant à l'article iv) de l'Acte de 1991.

6. L'article 3.1) de la loi semble contenir des dispositions relatives à la notion de "variété". La traduction de la définition du terme "variété" doit être vérifiée par rapport au texte original de la loi.

Article 2 de l'Acte de 1991 : Obligation fondamentale des parties contractantes

7. L'article 2 de la loi dispose ce qui suit :

"Les objectifs de la présente loi sont les suivants :

1. établissement d'un système efficace de protection des variétés végétales;
2. définition des droits et obligations des obtenteurs et des agriculteurs;
3. création d'un cadre pour la recherche, le développement et l'utilisation des obtentions végétales;
4. encouragement de l'investissement privé, croissance du secteur favorisant la reproduction ou la multiplication des variétés végétales nationales, locales et autochtones;
5. réglementation des autres aspects de la protection des obtentions végétales."

Article 3 de l'Acte de 1991 : Genres et espèces devant être protégés

8. La loi ne contient pas de dispositions relatives aux "genres et espèces devant être protégés". Il est recommandé d'incorporer dans la loi des dispositions sur les "genres et espèces devant être protégés", conformes aux dispositions de l'article 3.2) de l'Acte de 1991.

Article 4 de l'Acte de 1991 : Traitement national

9. Les exigences minimales de l'article 4 de l'Acte de 1991 relatives au traitement national des personnes morales ayant leur siège sur le territoire des Parties contractantes de la Convention UPOV ne figurent pas dans l'article 5 de la loi. Il est recommandé de modifier l'article 5 de la loi, afin de le mettre en conformité avec les dispositions de l'article 4 de l'Acte de 1991.

Articles 5 à 9 de l'Acte de 1991 : Conditions de la protection, nouveauté, distinction, homogénéité et stabilité

10. L'article 9 de la loi contient des dispositions relatives aux conditions de la protection. La traduction de l'article 9.2)3) et 4) doit être vérifiée par rapport au texte original de la loi, en considérant la terminologie utilisée dans les articles 8 et 9 de l'Acte de 1991, à l'égard, respectivement, des conditions d'"uniformité" et de "stabilité".

11. Il est également recommandé de :

a) modifier l'article 9.2)1) de la loi sur la "nouveauté", conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Acte de 1991; et

b) modifier l'article 9.2) 2) de la loi sur la "distinction", conformément aux dispositions de l'article 7 de l'Acte de 1991.

Article 10 de l'Acte de 1991 : Dépôt de demandes

12. Les dispositions de l'article 10.2)3) et 9) de la loi se lisent comme suit :

"Article 10 :

[...]

2) La demande visée au paragraphe 1) du présent article devra contenir les éléments suivants :

[...]

3) Description de la lignée endogame enregistrée et lieu d'apparition de la variété végétale dans le pays. Indiquer si la lignée endogame est dérivée de variétés végétales nationales, locales, autochtones ou d'obtentions, ou s'il s'agit d'une obtention enregistrée dans d'autres pays.

[...]

9) Si le déposant de la demande d'enregistrement visée au paragraphe 8) du présent article n'est pas en mesure de fournir lesdits éléments, l'administration chargée des enregistrements rejette la demande et notifie ce rejet au déposant."

13. Il est recommandé de préciser la formulation des dispositions de l'article 10.2)3) et 9) de la loi en fonction des dispositions de l'article 5.2) et de l'article 12 de l'Acte de 1991.

Article 11 de l'Acte de 1991 : Droit de priorité

14. L'article 11 de la loi semble contenir des dispositions relatives au droit de priorité. La traduction de l'article 11 doit être vérifiée par rapport au texte original de la loi, en considérant la terminologie utilisée dans l'article 11 de l'Acte de 1991. Par exemple, la notion de "délai approprié" énoncée à l'article 11.3) de l'Acte de 1991 n'apparaît pas dans la traduction de l'article 11 de la loi.

Article 12 de l'Acte de 1991 : Examen de la demande

15. L'article 12 contient certaines dispositions de l'article 12 de l'Acte de 1991.

Article 13 de l'Acte de 1991 : Protection provisoire

16. L'article 17 de la loi dispose ce qui suit :

"Le déposant jouit d'un droit de protection provisoire à compter de la date d'acceptation provisoire d'une obtention végétale et jusqu'à la date d'enregistrement de cette obtention au registre national des obtentions végétales, pour autant que ladite obtention ne soit pas à caractère commercial et que le déposant intervienne en cas d'atteinte à ses droits."

17. L'article 17 de la loi semble contenir des dispositions qui ne correspondent pas à l'article 13 de l'Acte de 1991. Il est recommandé de modifier la loi conformément aux dispositions de l'article 13 de l'Acte de 1991.

Article 14 de l'Acte de 1991 : Étendue du droit d'obtenteur

18. L'article 20.1) à 6) de la loi contient des dispositions relatives à l'"étendue du droit d'obtenteur". La traduction de l'article 20.1) à 6) de la loi doit être vérifiée par rapport au texte original de la loi, en considérant la terminologie utilisée dans l'article 14 de l'Acte de 1991.

Article 15 de l'Acte de 1991 : Exceptions au droit d'obtenteur

19. L'article 20.7) de la loi contient des dispositions relatives aux "exceptions obligatoires au droit d'obtenteur" se lisant comme suit :

"Les dispositions des paragraphes 1 à 6 du présent article s'étendent aux actes suivants :

1. actes accomplis dans un cadre privé à des fins non commerciales;
2. actes accomplis à titre expérimental;
3. actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés végétales, à l'exclusion de celles visées aux alinéas 1 à 4 du paragraphe 5 du présent article."

20. La traduction de l'article 20.7) de la loi doit être vérifiée par rapport au texte original de la loi, en considérant la terminologie utilisée dans l'article 15.1) de l'Acte de 1991, notamment pour déterminer si le terme "s'étendent" devrait être compris comme signifiant "ne s'étendent pas".

21. Il est recommandé de modifier l'article 20.7)3) de la loi conformément aux dispositions de l'article 15.1)iii) de l'Acte de 1991.

22. L'article 22 de la loi semble contenir des dispositions relatives à l'exception facultative prévue par l'article 15.2) de l'Acte de 1991 :

“1) Il est permis aux agriculteurs d'utiliser les nouvelles variétés végétales enregistrées à propriété privée dérivées de produits de nouvelles variétés végétales à des fins de reproduction et de multiplication sur leurs exploitations, ainsi que de stocker le matériel de propagation en vue de son utilisation au cours de campagnes ultérieures.

2) Il n'est pas permis aux agriculteurs visés au paragraphe 1) du présent article d'utiliser le matériel de propagation de nouvelles variétés végétales enregistrées de propriété privée à des fins de reproduction commerciale.”

23. Il est recommandé de modifier l'article 22 de la loi, de manière à y incorporer les dispositions manquantes de l'article 15.2) de l'Acte de 1991.

Article 16 de l'Acte de 1991 : Épuisement du droit d'obtenteur

24. L'article 21 de la loi contient des dispositions relatives à l'“épuisement du droit d'obtenteur”. La traduction de l'article 21 de la loi doit être vérifiée par rapport au texte original de la loi, en considérant la terminologie utilisée dans l'article 16.1) de l'Acte de 1991. Il est également recommandé d'incorporer dans l'article 21 de la loi les dispositions de l'article 16.2) de l'Acte de 1991.

Article 17 de l'Acte de 1991 : Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

25. L'article 23 de la loi contient des dispositions relatives à la “limitation de l'exercice du droit d'obtenteur”, conformément aux dispositions de l'article 17 de l'Acte de 1991.

Article 18 de l'Acte de 1991 : Réglementation économique

26. Certaines dispositions de la loi ne se rapportent pas à la protection des obtentions végétales (voir l'article 2 (paragraphe 4), l'article 3 (paragraphe 3, 4 et 5) et le chapitre deux (“Enregistrement et dénomination des variétés végétales et de propriété publique”).

27. L'article 18 de l'Acte de 1991 dispose que “[l]e droit d'obtenteur est indépendant des mesures adoptées par une Partie contractante en vue de réglementer sur son territoire la production, le contrôle et la commercialisation du matériel des variétés, ou l'importation et l'exportation de ce matériel. En tout état de cause, ces mesures ne devront pas porter atteinte à l'application des dispositions de la présente Convention.”

Article 19 de l'Acte 1991 : Durée du droit d'obtenteur

28. L'article 24 de la loi contient des dispositions relatives à la “durée du droit d'obtenteur” qui correspondent aux dispositions de l'article 19 de l'Acte de 1991.

Article 20 de l'Acte de 1991 : Dénomination de la variété

29. L'article 18 de la loi contient des dispositions relatives à la “dénomination de la variété”. La traduction de l'article 18 de la loi doit être vérifiée par rapport au texte original de la loi, en considérant la terminologie utilisée dans l'article 20.2), 4) et 7) de l'Acte de 1991.

30. Il est recommandé de modifier l'article 18 de la loi, de manière à y incorporer les dispositions de l'article 20.8) de l'Acte de 1991.

Article 21 de l'Acte de 1991 : Nullité du droit d'obtenteur

31. L'article 25 de la loi contient des dispositions relatives à la “nullité du droit d'obtenteur” qui ne correspondent pas à l'article 21 de l'Acte de 1991. Il est recommandé de modifier l'article 25 de la loi conformément aux dispositions de l'article 21 de l'Acte de 1991.

Article 22 de l'Acte de 1991 : Déchéance de l'obtenteur

32. L'article 26 de la loi contient des dispositions relatives à la "déchéance de l'obtenteur". La traduction de l'article 26 de la loi doit être vérifiée par rapport au texte original de la loi, en considérant la terminologie utilisée dans l'article 22 de l'Acte de 1991.

Article 30 de l'Acte de 1991 : Application de la Convention

33. L'article 27 de la loi contient les dispositions suivantes en ce qui concerne la défense des droits d'obtenteur :

"1) Toute personne qui subit une perte ou un préjudice par suite d'une atteinte aux dispositions de la présente loi est en droit de faire appel à l'autorité judiciaire, conformément à la loi.

"2) Les autorités judiciaires pourront imposer à l'auteur de l'atteinte visée au paragraphe 1) du présent article le dédommagement de la partie lésée, le remboursement des frais d'avocat, ainsi que d'autres mesures préventives."

34. En ce qui concerne l'obligation visée à l'article 30.1)ii) de l'Acte de 1991, l'article 15 de la loi dispose ce qui suit :

"En l'absence d'opposition à l'acceptation préliminaire de la demande de protection d'une variété végétale dans le délai prescrit à l'article 14 de la présente loi ou en cas de rejet d'une telle opposition, l'administration chargée des enregistrements inscrit la nouvelle variété végétale au registre national des obtentions et délivre un certificat à cet effet après avoir reçu du déposant le versement de la taxe prescrite, fixée par le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage."

35. En ce qui concerne l'obligation visée à l'article 30.1)iii) de l'Acte de 1991, l'article 13 dispose ce qui suit :

"Si le déposant de la demande de protection d'une variété végétale a rempli les conditions énumérées à l'article 12 de la présente loi, l'administration chargée des enregistrements accepte préalablement la demande, et publie cette acceptation dans les médias aux frais du déposant."

36. Il est recommandé d'incorporer dans la loi des dispositions correspondant à l'obligation de publier les informations relatives à la délivrance de droits d'obtenteur ainsi qu'aux propositions et approbations de dénominations, ainsi qu'il est prescrit à l'article 30.1)iii) de l'Acte de 1991.

Conclusion générale

37. Il est recommandé, afin que l'Afghanistan soit en mesure de donner effet aux dispositions de l'Acte de 1991 ainsi qu'il est prévu à l'article 30.2) de ce dernier, que les modifications proposées dans le présent document soient incorporées dans la loi. L'exactitude de la traduction et de la terminologie utilisée doit en outre être vérifiée par rapport à la version originale de la loi. En attendant que ces vérifications soient effectuées, il n'est pas possible de savoir si les incompatibilités apparentes avec l'Acte de 1991 résultent d'une traduction inexacte ou proviennent du texte original.

38. *Le Conseil est invité à :*

a) *prendre note de l'analyse figurant dans le présent document,*

b) *recommander à l'Afghanistan d'incorporer dans la "Loi sur la protection des variétés végétales" les modifications proposées dans le présent document et, une fois ces modifications incorporées dans la loi, de soumettre la loi ainsi modifiée au Conseil pour examen, conformément à l'article 34.3) de l'Acte de 1991,*

c) *demander au Bureau de l'Union d'offrir son concours à l'Afghanistan, à la première occasion, pour la rédaction des modifications nécessaires de la loi ; et*

d) *autoriser le Secrétaire général à informer l'Afghanistan de cette décision.*

[Les annexes suivent]

Traduction d'une lettre datée du 27 septembre 2018

adressée par : Hamdullah Hamdard, Vice-ministre de l'agriculture et de l'élevage
Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage de l'Afghanistan

à : M. Francis Gurry, Secrétaire général
Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)
34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20 Suisse

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous informer que l'Afghanistan a élaboré une Loi sur la protection des variétés végétales.

L'Afghanistan souhaite adhérer à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991 (Convention UPOV).

Conformément aux dispositions de l'article 34.3) de la Convention UPOV, je saurais gré au Conseil de l'UPOV d'examiner la conformité de la loi de l'Afghanistan avec les dispositions de la Convention UPOV.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

[Signé par :
Hamdullah Hamdard
Vice-ministre de l'agriculture et de l'élevage
Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage de
l'Afghanistan]

Pièce jointe : Traduction de la loi en anglais

[L'annexe II suit]

Official Gazette
Table of Contents
Plant Variety Protection Act

Chapter 1: General provisions	3
<u>Basis</u>	3
<u>Article One:</u>	3
<u>Objectives</u>	3
<u>Article Two:</u>	3
<u>Definition</u>	3
<u>Article 4:</u>	3
<u>Enforcement Authority</u>	4
<u>Article Four:</u>	4
<u>Equal Enforcement of Act</u>	4
<u>Article Five:</u>	4
Chapter 2: <u>Registration of Plant Varieties of public property</u>	5
<u>Registration of Plant Varieties</u>	5
<u>Article Six:</u>	5
<u>Denomination of Plant Varieties</u>	5
<u>Article Seven:</u>	5
<u>Ownership of Registered Plant Varieties</u>	5
<u>Article Eight:</u>	5
Chapter 3: <u>Registration of New Plant Varieties of Private property</u>	5
<u>Registration of New Plant Varieties</u>	5
<u>Article Nine:</u>	5
<u>Request for Application</u>	6
<u>Article Ten:</u>	6
<u>Priority of Registration Application in a Foreign Country</u>	7
<u>Article Eleven:</u>	7
<u>Technical Examination of New Plant Variety</u>	7
<u>Article Twelve:</u>	7
<u>Preliminary Acceptance and its Announcement</u>	8
<u>Article Thirteen:</u>	8
<u>Right of Objection</u>	8
<u>Article Fourteen:</u>	8
<u>Registration and Issuance of Certificate</u>	8
<u>Article Fifteen:</u>	8
<u>Information Inquiry</u>	8
<u>Article Sixteen:</u>	8
<u>Provisional Protection Right</u>	8
<u>Article Seventeen:</u>	8
<u>New Plant Variety Denomination</u>	9
<u>Article Eighteen:</u>	9
<u>Ownership Rights for New Plant Variety:</u>	10
<u>Article Nineteen:</u>	10
<u>Breeder's Right</u>	10

Article Twenty:	10
Limitation of Breeder's Right	11
Article Twenty One:	11
Utilization of Newly Registered Plant Varieties by Farmers	12
Article Twenty Two:	12
Compulsory Licensing	12
Article Twenty Three:	12
Term of Protection	12
Article Twenty Four:	12
Nullification of the Breeder's Right	12
Article Twenty Five:	12
Cancellation of the Breeder's Right	13
Article Twenty Six:	13
Chapter 4: Final Provisions	13
Reference to Court	13
Article Twenty Seven:	13
Enactment of Regulations and Procedures	13
Article Twenty Eight:	13
Date of Enforcement	13
Article Twenty Nine:	13

Plant Variety Protection Act
CHAPTER ONE

General Provisions

Basis

Article One:

This Act is enacted under the Article 14 of the Constitution of Islamic Republic of Afghanistan.

Objectives

Article Two:

The objectives of this Act are:

1. Establishment of an effective system for protection of plant varieties.
2. Definition of rights and obligations of breeders and farmers.
3. Creating basis for research, development and utilization of new plant varieties.
4. Encouragement of private investment, industry growth for propagation of national, local and indigenous plant varieties.
5. Regulation of other affairs in relation to protection of new plant varieties.

Definition

Article Three:

The terms indicated in this Act defines the following:

1. Variety: A plant grouping which is in a specific botanical rank; irrespective of whether the conditions for granting the breeder rights are completely met or not. Varieties are separated by one of the following characteristics:
 - Defined by the expression of the characteristics resulting from a given genotype or a combination of genotypes.
 - Is at least distinguished by one of indicated characteristics within the specified group.
 - Is considered a suitable unit for propagation and capable to preserve its characteristics in subsequent generations.
2. Propagation materials: Seed, cutting, a part of plant or whole plant which is produced using sexual or asexual approaches and is utilized for re-plantation.
3. National Variety: Plant groupings that were new or already introduced and the sources of their genetic materials are from domestic or international research centers; are released by Agriculture Research Institute of Afghanistan - Ministry of Agriculture, Irrigation and Livestock and are considered public properties.

4. Local varieties: Plant groupings that are selected in long periods of time by one or more farmers due their characteristics and are utilized for the purpose of production and are considered public properties.
5. Indigenous varieties: Plant groupings which are adapted in the form of wild plants in different agro-ecological zones of the country and are not improved due to certain characteristics and are included in the natural generations of plants which are considered public properties.
6. Breeder: Is a person who introduces new plant varieties under the provisions of this Act.
7. Breeder's right: is a right which is granted to a breeder after registration of a new plant variety within the provisions of this Act.
8. Registration Agency: Is an agency created within the structure of Ministry of Agriculture, Irrigation and Livestock which is responsible for registration of plant varieties.
9. Inbred line: Is a plant that its genetic characteristics are used to create new, national or local plant varieties using sexual or asexual breeding methods.

Enforcement Authority

Article Four:

Ministry of Agriculture, Irrigation and livestock is the enforcement authority for the provisions indicated this Act.

Equal Enforcement of Act

Article Five:

The provisions of this Act are equally applicable on the following persons:

1. Afghanistan nationals
2. Nationals of those countries where Afghanistan has an intellectual property agreement with them.
3. Citizens of other countries who have resident in those countries where Afghanistan have an intellectual agreement with them or have commercial and industrial activities within Afghanistan's territory.

CHAPTER TWO
Registration and Denomination the Plant Varieties of Public Ownership

Registration of Plant Varieties

Article Six:

- (1) Agriculture research institute of Afghanistan, hereinafter referred to as Institute, is obliged to name the national, local and indigenous plant varieties considering the botanical and agricultural characteristics with the coordination of related agencies and to present them to Registration Agency for listing.
- (2) New plant varieties which are registered as private property and in accordance to article twenty five of this Act and the duration for their variety right are expired shall be considered as public plant varieties.
- (3) Proceedings for registration of national, local and indigenous varieties shall be regulated in separate procedures.

Denomination of Plant Varieties

Article Seven:

In order to avoid misunderstandings on characteristics, value or identity of plant varieties the Institute is obliged to define a generic name for each national, local and indigenous variety; the denomination shall be within scope of plant and shall not be against the national values, or similar to registered national, local or indigenous varieties of the country or other countries.

Ownership of Registered Plant Varieties:

Article Eight:

Plant varieties registered under the provision of article six of this Act, are considered public properties and no person has the breeder right as intellectual property.

CHAPTER THREE
Registration of New Plant Varieties
Private Ownership

Registration of New Plant Varieties

Article Nine:

- (1) If plant variety is new, distinguished, uniform and stable and there is no verbal or written evidence showing the existence of said variety as national, local or indigenous, such plant variety shall be registered and the rights of breeder shall be granted.
- (2) New, distinguished, uniform and stable indicated in paragraph (1) of this article are defined as below:
 1. New: On the date of filing of the application for obtaining breeder's right or right of priority date indicated in article eleven of this Act, propagation or harvested material there from

have not been transferred for purposes of exploitation for at least one year in Afghanistan, and for at least four years (six years in the case of a fruit tree or vine) in other countries.

2. **Distinct:** its characteristics at the time of filing application for breeder's right, is clearly distinguishable in at least one character from other registered new, national, local and indigenous plant varieties.
 3. **Uniform:** The characteristics condition of the variety shall be sufficiently uniform in its relevant characteristics providing that the uniformity is maintained after repeated propagation.
 4. **Stability:** is the characteristic of a plant variety which is remained unchanged and stable during each planting season or repeated propagation.
- (3) Whereas a breeder develop a new variety from one or several inbreds derived from national, local or indigenous plant varieties, the variety would be registered only if it possesses the conditions indicated in paragraph (1) of this article.
- (4) Breeder indicated in paragraph (3) of this article is obliged to make prescribed suitable fee for proportion of a new variety to the registration agency.

Request for Application

Article Ten:

- (1) Applicant for registration shall present its request for application of registration for a new variety to the Registration Agency.
- (2) The application listed in paragraph (1) of this article shall contain the following information:
 1. Botanical taxon of requested plant (kind and species)
 2. Commercial denomination of the specified plant
 3. Description of registered inbred and location of appearance of plant variety in the country. Whether the inbred is derived from national, local, indigenous or new varieties or is a new variety registered in other countries.
 4. Other required information
- (3) Registration of each new plant variety is performed in separate requests.
- (4) Applicant for registration, based on the provisions of this Act, is obliged to present a sample of the plant variety with the application to the Registration Agency.
- (5) Whereas the application is filed by an applicant who is not national or resident of the country, the person shall be obliged to appoint a legal representative who shall be a national of Afghanistan to the Registration Agency.

- (6) Time of presenting the application from registration applicant and filing the plant variety sample shall be considered the Application Date.
- (7) The Registration Agency shall review the application and in case the information listed in paragraph (2) of this article is not fulfilled, the agency is obliged to notify the applicant.
- (8) The applicant for registration is obliged to complete the information within 22 working days after information is received and resubmit the application. The day of receiving the application shall be considered the application date.
- (9) Whereas the applicant for registration listed in paragraph (8) of this article is not able to complete the information, the Registration Agency shall reject the application and notify the applicant.

Priority of Registration Application in a Foreign Country

Article Eleven:

- (1) An applicant who has duly filed an application for the protection of a variety in a country with which Afghanistan has concluded an intellectual property pact shall, for the purpose of filing an application for registration of the same variety in Afghanistan, enjoy a right of priority for a period of 12 months. This duration shall be counted from the date of his application in the foreign country.
- (2) The applicant for registration shall present his request to exercise his priority right listed in paragraph (1) of this article to the Registration Agency.
- (3) The applicant who claims the priority right listed in paragraph (1) of this article is obliged within three months of his application, to present a certified copy of his application documents which were presented in a foreign country with the sample and other evidence showing that both applications were related to the same new plant variety to the Registration Agency.
- (4) Whereas, the duration listed in paragraph (1) of this article is expired, the Registration Agency shall provide two years break; in case of rejection of the first application or withdrawal by applicant, for technical evaluation in accordance with the article twelve of this Act and for presenting information and documentation, an appropriate deadline shall be granted to the applicant.

Technical Examination of New Plant Variety

Article Twelve:

- (1) Registration Agency, after assuring the completion of conditions listed in article ten of this Act, shall refer application along with the sample of new plant variety to the Institute for technical examination and adaptation of new plant variety with the conditions listed in paragraph (1) of article nine of this Act.

- (2) The Registration Agency, based on the request of the Institute shall demand the applicant for registration information, documents and necessary materials for technical examination based on the related procedures.
- (3) Whereas the applicant listed in paragraph (2) of this article, is not able to present information, documentation or necessary relevant materials to the Registration Agency, the Registration Agency shall reject the application.
- (4) The Costs of tests for new plant variety for examination shall be calculated by the Institute and paid by applicant.

Preliminary Acceptance and its Announcement

Article Thirteen:

If the applicant of filing new plant variety meets the requirements listed in article twelve of this Act, the Registration Agency shall accept primarily the application and announce it through public media on the expenses of the applicant.

Right of Objection

Article Fourteen:

In case natural or legal persons have objection on preliminary acceptance of new plant variety they can file their objection within 120 days after the announcement in the Registration Agency.

Registration and Issuance of Certificate

Article Fifteen:

If no objection is submitted on preliminary acceptance of a plant variety as within the period indicated in article 14 of this act or objections are rejected, the Registration Agency shall register the new plant variety in the national list of varieties and shall issue a certificate thereof upon the collection of prescribed fees defined by the Ministry of the Agriculture, Irrigation and Livestock to the applicant.

Information Inquiry

Article Sixteen:

Any person has the right to request for information on the new plant varieties that are registered within scope of this Act from the Registration Agency.

Provisional Protection Right

Article Seventeen:

The applicant shall be entitled to provisional protection right from the date of provisional acceptance of new plant variety until the registration of the variety in the national list of new plant varieties provided that the variety is non-commercial and applicant act on provocation of his rights.

New Plant Variety Denomination:

Article Eighteen:

- (1) The application shall designate a generic name within the scope of the plant variety for the new variety.
- (2) The registered denomination for the new plant variety listed in paragraph (10) of this article after expiration of breeder's right shall not impede the free use of that denomination in connection with other plant varieties.
- (3) The applicant shall designate the denomination in an identifiable manner so that it does not mislead or cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the new plant variety or the identity of the breeder. The designated denomination must not be similar, identical or equivalent to other new plant varieties within Afghanistan or any country that Afghanistan has concluded an intellectual property treaty.
- (4) The denomination of the new plant variety shall be submitted to the Registration Agency by the Applicant. If it is found that the denomination does not meet the requirements of the paragraph (3) of this article, the Registration Agency shall request the applicant to propose another denomination within an appropriate period.
- (5) Whereas the denomination listed in paragraph (4) of this article is accepted, the Registration Agency shall register the variety and grant the breeder's right to the applicant.
- (6) Whereas the denomination of the new plant variety is submitted to authorized authorities in countries listed in paragraph (3) of this article, the Registration Agency shall register the variety.
- (7) Whereas the designated denomination of a new plant variety is in contradiction to the defined values of the country, the Registration Agency shall oblige the breeder to propose another denomination.
- (8) The registration agency shall ensure that the related authorities and agencies in all the countries listed in paragraph(3) of this article are informed of matters concerning denomination of new plant variety, in particular the submission, registration and cancellation of denominations.
- (9) Any person who markets or sells the propagation materials of the new variety protected in Afghanistan shall use the new variety denomination of the concerned variety after the expiration of the breeder's right, except where, in accordance with the provision of paragraph (10) of this article priority rights prevent such use.
- (10) If, by reason of a priority right, the use of the denomination of a new plant variety is forbidden for a person in accordance to paragraph (9) of this article, the Registration Agency without the infringement of rights of the third party shall require the applicant to submit another denomination.

Ownership Rights for New Plant Variety:

Article Nineteen:

- (1) The registration right of the new plant variety shall belong to the breeder and in case of decease the right shall be transferred to the successors.
- (2) If a new plant variety is the result of the joint efforts of more several breeders, the right of registration shall belong to all of them, unless agreed otherwise.
- (3) If a variety is developed independently by several persons, the right of register shall belong to the first person who files an application for registration.
- (4) If a new plant variety is developed pursuant to an employment contract which requires the employee to carry out such development the right to registration shall belong to the employer, unless otherwise agreed.

Breeder's Right

Article Twenty:

- (1) After the registration of a new protected plant variety the breed shall be granted with the following exclusive rights:
 1. Its production and reproduction
 2. Development for the purpose of extension or propagation
 3. Selling, offering or other related marketing activities
 4. Exporting and Importing
 5. Stocking for the purposes indicated in this paragraph
- (2) No one is allowed to practice the rights indicated in paragraph (1) of this article without the authorization of the breeder.
- (3) The breeder may make authorizations listed in paragraph (1) of this article subject to limitations and conditions.
- (4) Items listed in paragraph (1) of this article in respect of product of new plant variety including entire plants or parts of plants obtained through unauthorized use of propagating material of a protected variety is forbidden without the authorization of the breeder, unless the breeder had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the propagation material.
- (5) Provisions indicated in paragraph 1-4 of this article shall also apply on the following new plant varieties:
 1. Varieties that are derived from the protected variety, provided that new protected variety is not derived from other new varieties.

2. When the following conditions are met, the new plant variety is considered as a new derived variety from the other plant varieties:
 - The new plant variety is derived from the initial variety or another plant variety that retain the expression of the genetic characteristic or combination of genetic characteristics of the initial variety.
 - Is distinct from the original new plant variety
 - The basic genetical structure or the combination of genetical structures of the original new plant variety without considering the differences resulting from the practice of derivation in the context of a new plant variety, shall also be expressed in a new plant variety.
 3. New plant variety that is not distinguished from the protected plant variety.
 4. New plant varieties whose production requires the repeated use of the protected variety.
- (6) New derived plant varieties indicated in paragraph (5) of this article may be obtained through natural change in genetic structure by artificial pollination or selection of a variant from plants of the initial variety, backcrossing or other methods of genetic engineering.
- (7) The following shall be extended from the provisions listed in paragraphs 1-6 of this article:
1. Acts done privately and for non-commercial purposes
 2. Acts done for experimental purposes
 3. Acts done for the purpose of development of other new plant varieties excluding the items 1-4 of paragraph 5 of this article.

Limitation of Breeder's Right

Article Twenty One:

The breeder's right indicated in paragraphs 1-6 of article 20 of this article does not extend to activities related to material of the protected variety, or any product derived directly from the new protected plant variety which the breeder has sold either directly or with his own consent or act on its marketing in Afghanistan unless such activities include the following:

- 1- Further propagation of the variety in question.
- 2- Exportation of the new protected plant variety to a country where its propagation is not subject to protection, unless the exported material is for final consumption purposes.

Utilization of New Protected Plant Varieties by Farmers

Article Twenty Two:

- (1) The farmers can use the new registered plant varieties of private ownership which are derived from products of new plant varieties for propagation purposes in their farms and stock the propagation materials for use in subsequent seasons.
- (2) Farmers indicated in paragraph (1) of this article are not allowed to use the propagation of new registered plant variety materials of private ownership for commercial reproduction.

Compulsory Licensing

Article Twenty Three:

- (1) The Registration Agency, for the reasons of public interest, without the consent of the breeder may grant the compulsory licensing for exploitation of new plant varieties to third parties based on the direction of the Minister of Agriculture, Irrigation and Livestock. In such case, the third party shall pay an equitable remuneration to the breeder. This process shall be defined in separate set of procedures.
- (2) The Registration Agency may, on the request of Minister of Agriculture, Irrigation and Livestock or upon the request of the breeder's request indicated in paragraph (1) of this article cancel the compulsory licensing if the licence owner violates any of the conditions thereof or the granting are no longer applicable.
- (3) Cancellation of the license indicated in paragraph (2) of this article shall not affect the rights of others having interest in the license.
- (4) The conditions for compulsory licensing shall be set forth in regulations.

Term of Protection

Article Twenty Four:

The term of protection of the breeder's right in protected varieties of trees and vines shall be twenty five years from beginning date of the grant of the breeders right and for other new plant varieties it shall be twenty years.

Nullification of the Breeder's Right

Article Twenty Five:

The breeder's right shall be nullified by any of the following cases:

- 1- If it is established after the registration of a new plant variety at the period indicated in article twenty four of this Act, that the new plant variety was not new, distinct, stable and uniform from other new, national, local and indigenous varieties at the time of granting the breeder's right.
- 2- If it is established that at the period indicated in article twenty four of this Act, the breeder's right was granted to a person who was not entitled to it.

Cancellation of the Breeder's Right

Article Twenty Six:

The breeder's right shall be cancelled by any of the following cases:

- 1- If the breeder does not provide to the Registration Agency the information, documents or materials deemed necessary for verification and maintenance of new plant varieties.
- 2- If the breeder does not pay the costs of examining, maintenance, and protection of the new plant variety.
- 3- If the Institute under the provisions of Article 18 of this Law, proceed in changing the denomination of the new plant variety and breeder fails to provide a suitable denomination for the variety.
- 4- If it is established that uniformity and stability of new plant variety is not applicable.

CHAPTER FOUR FINAL PROVISIONS

Reference to Court

Article Twenty Seven:

- (1) If a person suffers loss /damages due to violation provisions indicated in this Act, shall have the right, in line with the law, to refer to a judicial authority.
- (2) The judicial authorities shall have authority to order the violator indicated paragraph (1) of this article to pay compensation to injured party, attorney's fee and other preventive measures.

Enactment of Regulations and Procedures

Article Twenty Eight:

Ministry of Agriculture, Irrigation and Livestock, for better implementation of the provisions of this law, may propose and impose regulations and procedures that are not in contradiction with provisions of this Law.

Date of Enforcement

Article Twenty Nine:

This law shall come to force after the signature and shall be published in Official Gazette.

[End of Annex II and of document /
Fin de l'Annexe II et du document /
Ende der Anlage II und des Dokuments /
Fin del Anexo II y del documento]